

Communiqué

Paris, le 18 Novembre 2011

Politique énergétique : il faut un débat citoyen !

Le Parti Socialiste et EELV ont décidé, en cas de victoires électorales en 2012, que notre pays ne construirait qu'un seul EPR et fermerait, d'ici 2025, 24 réacteurs nucléaires, soit près d'un quart de sa production totale d'électricité.

Depuis près de 40 ans, la France a développé une politique énergétique fondée sur la complémentarité de plusieurs sources d'énergies, assurant à notre pays une sécurité de fourniture, à des prix parmi les plus bas d'Europe, aux particuliers comme aux entreprises. Le développement d'une filière nucléaire, héritière des outils mis en place par le programme du Conseil National de la Résistance, a nourri l'essor de filières industrielles, d'organismes de recherche et de sécurité qui font autorité dans le monde entier.

Pour autant, le mix énergétique actuel n'est évidemment pas satisfaisant ; les Energies Renouvelables (ENR) doivent prendre une part plus grande.

Mais, eu égard au caractère particulier de l'électricité, à son rôle économique et social, la nécessaire évolution du mix, doit faire l'objet des anticipations nécessaires et ne pas être décidée à la sauvette.

Il faut donc rappeler les enjeux et les objectifs d'une telle évolution, et la liste suivante n'est pas exhaustive :

- dans un objectif de développement durable et de recul de toute forme de pollution, la priorité absolue demeure à la réduction des gaz à effets de serre,
- les efforts budgétaires à fournir en matière d'économies d'énergies, dans le parc de logements anciens comme dans l'activité économique,
- l'adéquation obligatoire entre les besoins et la production, quand les ENR sont pour la plupart intermittentes et nécessitent donc des énergies d'appoint d'origine fossiles qui seront, elles aussi, intermittentes, donc d'un coût élevé,

- la nécessité de conserver l'objectif d'une électricité la moins chère possible, sauf à prendre le risque d'une augmentation des prix pour l'activité économique comme pour les particuliers, ce qui mettrait en cause le droit à l'énergie en aggravant la précarité énergétique,
- l'impact écologique, industriel et social, dans les entreprises comme sur les territoires concernés,
- la question du devenir même de ces entreprises et de la filière industrielle qu'elles constituent avec les organismes de recherche,
- une industrie nucléaire, 100 % publique, toujours mieux sécurisée, et bénéficiant d'une totale transparence démocratique et d'une gestion associant les élu-e-s, les salarié-e-s, et les usagers.

De telles problématiques, avec des implications sociales, industrielles, scientifiques, dépassent largement le cadre étroit d'une négociation électorale, visant à «donner» quelques circonscriptions aux Verts. L'ambition de la gauche en matière de politique industrielle et énergétique, pour un autre type de développement, mérite un examen sérieux, réfléchi, quant à ses conséquences industrielles et sociales.

Les députés communistes rappellent leur exigence que, sur une question d'une telle ampleur, un débat public, national et citoyen, soit engagé. Un débat au cours duquel tous les enjeux seront « sur la table », afin que nos concitoyennes et concitoyens puissent décider ensuite, par référendum, la réponse qui sera alors appliquée.

Contact presse : Maryse Lelarge : 06 88 37 55 65